

Chapitre VI (07) A LA RECHERCHE D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL (DE 1991 A NOS JOURS)

I. LES TENTATIVES DE MISE EN PLACE D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

Comment le monde évolue-t-il au lendemain de la guerre froide ?

A. La guerre du Golfe

1. La réaffirmation du rôle de l'ONU

Avec la fin de la guerre froide, l'action du Conseil de sécurité de l'ONU cesse d'être paralysée par le droit de veto des deux Grands. Un **nouvel ordre mondial** semble pouvoir se mettre en place, fondé sur le droit. C'est ce principe qui prévaut lors de la guerre du Golfe. **Le 2 août 1990, l'armée irakienne envahit le Koweït** ; l'URSS, l'allié traditionnel de Saddam Hussein, ne le soutient pas ; Gorbatchev n'entend pas faire resurgir la guerre froide. Les Américains peuvent donc faire voter à l'ONU **une résolution autorisant le recours à la force** pour faire respecter l'intégrité du Koweït.

2. L'opération «Tempête du désert» (1991)

Le **respect du droit international** n'est cependant pas la seule raison de la décision d'intervenir, il s'agit aussi d'**empêcher l'Irak de renforcer sa puissance pétrolière**. Le 17 janvier 1991 les forces américaines, à la tête d'une **coalition réunissant 29 nations**, déclenchent l'opération « Tempête du désert ». Des bombardements massifs puis une offensive terrestre repoussent l'armée irakienne hors du Koweït.

B. La résurgence des conflits ethniques

1. Le retour de la guerre en Europe

La chute des régimes communistes d'Europe de l'Est entraîne une **résurgence des mouvements nationalistes**. Au terme d'un processus pacifique, la Tchécoslovaquie donne naissance en 1993 à deux États, la **Slovaquie** et la **République tchèque**. En revanche, en **Yougoslavie**, où la multiplicité des ethnies crée une situation complexe, **l'éclatement s'effectue dans la violence**. Quand la Slovénie et la Croatie en 1991, puis la Bosnie-Herzégovine en 1992 proclament leur indépendance, le gouvernement fédéral intervient sous couvert de défendre les Serbes vivant dans ces États. Les forces serbes entreprennent la **«purification ethnique»** des régions qu'ils occupent. Les pays européens sont incapables de mettre fin au conflit. Ce sont les Américains qui, en 1995, imposent **la paix aux accords de Dayton**.

2. Les drames africains

Malgré les espoirs nés de la signature de nombreux accords de paix à la fin des années 1980, **l'Afrique s'enfonce dans les guerres civiles**, aggravées par la **pauvreté** et la **corruption** des régimes autoritaires. Dans les années 1990 la guerre des clans déchire la **Somalie**, les affrontements entre populations côtières et ethnies de l'intérieur ruinent le **Libéria**. En 1992 la guerre reprend en **Angola**. En 1994, au **Rwanda**, les affrontements entre Tutsis et Hutus dégénèrent dans un génocide des premiers par les seconds qui fait 800 000 victimes et qui jette 2 millions de réfugiés sur les routes. Au **Zaire**, Laurent Désiré Kabila renverse le maréchal

Mobutu en 1997; le pays, rebaptisé **République démocratique du Congo**, s'enfonce dans une guerre civile aggravée par les ingérences des pays voisins.

C. Les avancées du droit international

1. La création de tribunaux internationaux

En 1993, l'ONU crée un **Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie**, en 1994, un **tribunal pour le Rwanda**. Arrêté en 2001, transféré à La Haye, le président yougoslave **Siobodan Milosevic** est traduit devant la cour. D'autres arrestations suivent, mais le fonctionnement de ces instances dépend de la bonne volonté des États. En 2002, une **Cour pénale internationale** est instituée pour juger plus généralement les individus coupables de crimes contre l'humanité mais ni les États-Unis, ni la Chine, ni les États du Proche-Orient ne reconnaissent son autorité.

2. Le droit d'ingérence

En 1988, l'ONU reconnaît le droit à **l'assistance humanitaire** aux victimes de situations d'urgence. Des **interventions** sont ainsi organisées **sous mandat de l'ONU** à plusieurs reprises: en Irak pour secourir les **Kurdes** en 1991, en Somalie déchirée par la **guerre des clans** en 1992, en Yougoslavie, au Rwanda... Mais le **«droit d'ingérence»** est difficile à appliquer systématiquement faute de forces militaires suffisantes.

II. L'AFFIRMATION DE LA PUISSANCE AMERICAINE

Quels sont les aspects de la puissance américaine dans les années 1990 ?

A. Les moyens de la puissance américaine

1. L'absence de rivaux

Depuis l'éclatement de l'URSS, la puissance américaine est sans rivale.

- **La Russie est affaiblie**. En régression économique, elle peine à conserver le contrôle des richesses pétrolières des ex-États soviétiques d'Asie centrale et du Caucase pénétrés par l'influence américaine. L'autorité du pouvoir central y est en butte aux **oligarchies locales** et confrontée aux **tentatives de sécession de la Tchétchénie**, réprimées dans le sang.
- **La Chine communiste** a vu son **«poids économique reconnu»** en entrant dans l'OMC en 2001. Mais elle **refuse toute libéralisation politique** (massacre de la place Tiananmen en 1989).
- Le **Japon** reste un géant économique mais aussi un **«nain politique»**
- **L'Union européenne n'a pas de véritable diplomatie commune**.

2. Une diplomatie unilatérale

Avec l'arrivée à la Maison-Blanche de **Bill Clinton** en janvier 1993, la stratégie américaine évolue : au principe d'un nouvel ordre mondial fondé sur la coopération internationale succède une **diplomatie unilatérale** qui tient davantage compte des intérêts américains que de l'avis des organisations internationales. En 1996, l'administration Clinton engage **une offensive visant à décrédibiliser l'ONU**. Le président américain fait pression pour que le mandat du secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, qu'il juge trop indépendant, ne soit pas renouvelé.

3. Préserver les intérêts américains

Aux États qui menacent, selon eux, la paix du monde, les États-Unis infligent unilatéralement des **sanctions économiques** que les autres États sont sommés d'appliquer (embargo sur le commerce avec l'Iran et la Libye, par exemple). **Ils refusent l'accord de Kyoto de 1997** sur la réduction des gaz nourrissant l'effet de serre. Alors qu'ils avaient renoncé au projet d'IDS en 1993, ils reviennent à **l'idée d'un bouclier anti-missiles en 2001**. **Ils refusent de reconnaître la nouvelle Cour pénale internationale** dont la mise en place a commencé en 2002.

B. Les Interventions des États-Unis dans le monde

1. Le nouveau rôle de l'OTAN

Fondée en 1949 contre l'URSS, l'OTAN semble perdre sa raison d'être avec la disparition du bloc de l'Est. La thèse américaine de son maintien l'emporte pourtant. En 1991, un Conseil de coopération nord-atlantique réunit les pays de l'OTAN et ceux de l'ancien pacte de Varsovie. En 1997, la **signature de l'acte fondateur OTAN-Russie** associe cette dernière à toutes les décisions sur la sécurité en Europe. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque intègrent l'organisation. L'OTAN devient un **instrument de maintien de l'ordre sur le continent européen** sous contrôle des États-Unis qui entendent préserver leur présence et leur rôle en Europe.

2. Des interventions multiformes

Forts de leur supériorité technologique, les États-Unis peuvent **intervenir sur des théâtres éloignés**. En 1992, avec l'aval de l'ONU, George Bush **lance l'opération «Rendre l'espoir»** en **Somalie** pour mettre fin à une guerre civile dont les images ont ému l'opinion américaine. En 1994, les troupes américaines débarquent en **Haïti** pour y rétablir la démocratie. En 1995, elles interviennent dans le **conflit bosniaque**, dans le cadre de l'OTAN, après que la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) a montré son incapacité à s'interposer entre Serbes et Croates. En 1999, toujours dans le cadre de l'OTAN, les États-Unis interviennent dans le conflit du **Kosovo** pour mettre fin au massacre des Albanais par les Serbes.

3. Les limites de la puissance américaine

Les États-Unis ne sauraient toutefois intervenir partout dans le monde. Depuis la guerre du Vietnam, **l'opinion publique américaine redoute l'enlisement** dans des théâtres d'opérations lointains ; elle demande **une guerre « propre »** sans pertes humaines pour ses troupes. En 1994, après un **attentat terroriste** contre les troupes américaines en **Somalie**, Bill Clinton décide leur retrait de ce pays. Les États-Unis ont besoin par ailleurs du **soutien financier de leurs alliés**. Le Japon et l'Allemagne ont ainsi payé une partie des frais de la guerre du Golfe.

III. LE REVEIL DE L'ISLAMISME ET SES CONSEQUENCES

En quoi le 11 septembre 2001 constitue-t-il une rupture ?

A. La montée de l'islamisme

1. Qu'est-ce que l'islamisme ?

L'islamisme est né à la fin du XIXe siècle, en **réaction contre la pénétration européenne dans l'Empire ottoman**. À l'occidentalisation, il oppose **le retour aux textes fondateurs de l'islam**, qui doivent régir le comportement religieux, mais aussi constituer un **code pour la vie sociale et politique**. L'islamisme se

réfère à la société mythique des premiers temps de l'islam, considérée comme plus solidaire. Il souhaite **reconstituer la communauté des musulmans, l'Umma**.

2. Les raisons de l'expansion

L'islamisme s'étend à partir des années 1980 à la suite de **l'échec du panarabisme** et du **discrédit du modèle communiste**. En Algérie, il se développe à la fin des années 1980 sur un fond de **crise économique et de chômage**. Le succès de l'islamisme est aussi le résultat de **la corruption et de l'autoritarisme** des régimes politiques : la mosquée apparaît comme un espace de liberté, qui attire de jeunes étudiants issus des classes moyennes aux aspirations desquels la société est incapable de répondre. Enfin, l'islamisme se développe dans **un contexte d'opposition à Israël et aux États-Unis**. Il refuse la prépondérance occidentale et la mondialisation d'après le modèle américain.

3. Des rivalités internes

Les islamistes les plus radicaux ont constitué des **réseaux transnationaux**, comme l'organisation **Al-Qaida**, financée par le milliardaire d'origine saoudienne, **Oussama Ben Laden**. Mais ils ne sont pas unis. Ils forment **une multitude de mouvements**, voire de nébuleuses souvent hostiles les unes aux autres. Ils contribuent ainsi à **renforcer les tensions entre États et ethnies rivales**. Par exemple, lors de la **guerre du Golfe**, en 1991, l'Arabie saoudite, régime islamique **sunnite**, s'est opposée au renversement de Saddam Hussein. Elle craignait que les **chiites**, majoritaires en Irak et soutenus par l'Iran, n'en profitent pour **prendre le pouvoir en Irak**.

B. Le choc du 11 septembre 2001

1. L'attentat du World Trade Center

Le 11 septembre 2001, trois avions détournés par des commandos islamistes s'écrasent sur les tours jumelles du World Trade Center de New York, ainsi que sur une aile du Pentagone. L'attentat fait 3 000 morts. **Les symboles de la puissance américaine sont atteints**. Cet attentat crée **une situation nouvelle** : le gouvernement estimant le pays américain en état de guerre lance **une « croisade » contre le terrorisme**. Le nouveau discours du gouvernement américain repose sur l'idée d'un **« choc des civilisations »** entre Islam et Occident.

2. L'occupation de l'Afghanistan

Le 7 octobre 2001, les États-Unis entament le **bombardement de l'Afghanistan**, dont le régime abrite Oussama Ben Laden, désigné comme le commanditaire des attentats du 11 septembre. Celui-ci n'est pas capturé, mais **le régime des talibans s'effondre**. En décembre, l'ONU vote l'envoi d'une **Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF)** composée de soldats originaires de 28 pays. Cependant, l'insécurité persiste et les combats se poursuivent dans le sud du pays. Au printemps 2003, les talibans regagnent du terrain.

3. L'occupation de l'Irak en 2003

Après l'Afghanistan, les Américains décident d'attaquer **l'Irak, accusé de posséder des armes de destruction massive et de soutenir le terrorisme**. Ils souhaitent aussi **contrôler les importantes ressources pétrolières irakiennes**, afin d'être moins dépendants de l'Arabie saoudite, tenue désormais pour un allié peu sûr en raison de ses liens avec les réseaux islamistes. La décision est prise malgré **de fortes oppositions et sans l'aval de l'ONU**. Le 20 mars 2003, l'armée américaine lance l'offensive contre l'Irak. Sa supériorité technologique lui permet d'occuper le pays en un mois. Mais **la remise en ordre de l'Irak se révèle vite difficile** : la

coalition, élargie à 34 pays en octobre 2003, subit des **pertes croissantes** avec la multiplication des **attentats**.

IV. LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

A quels obstacles le processus de paix au Moyen-Orient se heurte-t-il ?

A. Le processus d'Oslo

1. La fin de la guerre froide au Moyen-Orient

En 1989, l'**accord de Taëf** met fin à la guerre civile libanaise, mais consacre le contrôle de la Syrie sur le Liban. Cette évolution est rendue possible par l'affaiblissement de l'URSS: le renforcement de la Syrie n'est plus synonyme d'accroissement de l'influence soviétique dans la région. De la même façon, l'**OLP cesse d'apparaître aux yeux des États-Unis comme un instrument entre les mains des Soviétiques**. Dans ce nouveau contexte, le président George Bush fait pression sur Israël pour qu'elle accepte de négocier avec l'OLP.

2. Des accords intérimaires

En 1992, les travaillistes reviennent au pouvoir en Israël. Le Premier ministre **Itzhak Rabin entame à Oslo des négociations secrètes avec l'OLP**. Elles débouchent, dès 1993, sur les **accords de Washington** (dits **Oslo I**). Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement. Les accords prévoient l'établissement d'une **Autorité palestinienne** sur les territoires occupés et le retrait progressif d'Israël de ceux-ci. En 1994, **Yasser Arafat s'installe dans la bande de Gaza**. En 1995, **un deuxième accord est signé (Oslo II)**. Dans le même temps, des négociations aboutissent à la **signature de la paix entre Israël et la Jordanie** (1994). Mais la mise en œuvre du processus de paix est difficile. En novembre 1995, Rabin est assassiné par un extrémiste juif.

B. Les points d'achoppement

1. La question territoriale

Le retrait d'Israël des territoires occupés en 1967 est rendu difficile par la **multiplication des colonies**. Israël refuse de remettre en cause le **statut de Jérusalem** dont il a fait, en 1980, sa capitale. **Le statut des territoires** dont Israël accepte de se retirer est aussi source de divisions : Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne, veut la création d'un État palestinien souverain. Israël préférerait maintenir une Autorité palestinienne simplement autonome. Avec la Syrie, le litige porte sur la **délimitation des nouvelles frontières** : Israël refuse de rendre le plateau du Golan.

2. La question des réfugiés

Près de **4 millions de personnes**, soit la moitié de la population palestinienne, sont des réfugiés. L'ONU leur reconnaît le **droit au retour et à compensation**. Mais une partie de la classe politique et de l'opinion israélienne craint que le droit au retour ne remette en question l'existence même d'Israël, car la croissance démographique de la population palestinienne est plus rapide que celle de la population juive. Seul le principe d'une indemnité versée aux Palestiniens qui s'établiraient dans les territoires palestiniens, ou dans tout autre État de leur choix, est reconnu.

C. Le durcissement du conflit au début du XXIe siècle

1. La seconde Intifada

En se rendant avec une impressionnante escorte policière sur l'esplanade des Mosquées, haut lieu de l'islam, le 28 septembre 2000, le général **Ariel Sharon relance l'Intifada**. Son geste, perçu comme une **provocation**, bloque un processus de paix fragile. Les groupes paramilitaires du Fatah et une partie de la police de l'Autorité palestinienne apportent leur soutien aux adolescents armés de pierres face à l'armée israélienne. Aux **implantations de nouvelles colonies** dans les territoires occupés répondent les **attentats des kamikazes palestiniens** en Israël.

2. Radicalisation et tentatives de relance du processus de paix

Des deux côtés, l'**existence de groupes extrémistes** rend une issue pacifique difficile. Les mouvements islamistes palestiniens refusent l'existence même d'Israël. En Israël, les Juifs intégristes font valoir que les territoires occupés en 1967 faisaient partie du royaume biblique de David. La droite israélienne, arrivée au pouvoir en février 2001, est sensible à ces thèses. Le Premier ministre Ariel Sharon inscrit sa politique dans la lutte contre le terrorisme menée par les États-Unis. Cependant, à partir du printemps 2003, les **initiatives pour la recherche d'un plan de paix** reprennent.

V. LES NOUVELLES MOBILISATIONS FACE AU DESORDRE INTERNATIONAL

Comment la société civile réagit-elle aux nouvelles menaces ?

A. L'échec du désarmement

1. Les risques de dissémination du nucléaire

Dans les années 1990, les **traités pour limiter et contrôler l'armement nucléaire** se multiplient : **START I et II**, reconduction du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), traité d'interdiction totale des armes nucléaires (TICE). **Mais en 2001, les Américains se retirent du traité ABM** sur la limitation des défenses anti-missiles. Ni le Pakistan ni l'Inde, qui procèdent à des essais nucléaires en 1998, ne signent le traité de non-prolifération ; la Corée du Nord en sort en 2003. Les États qui n'ont pas les moyens de se doter de missiles pourraient ainsi utiliser des **bombes sales**.

2. La prolifération des armes

Les **stocks d'armes conventionnelles dans l'hémisphère Nord restent impressionnants** : si l'Acte fondateur entre la Russie et l'OTAN prévoit une diminution des forces conventionnelles en Europe, les **attentats du 11 septembre 2001 relancent l'augmentation des dépenses militaires aux États-Unis**. La communauté internationale s'est mobilisée pour le **désarmement chimique** et l'**éradication des mines antipersonnel**; mais la mise en œuvre de ces conventions se heurte à la multiplication des **zones de non-droit**. Les **armes biologiques** constituent aussi une menace, d'autant plus grande que leur production est relativement facile.

3. Narcotrafic et multiplication des conflits locaux

Le **trafic d'armes** se développe pour alimenter des affrontements de plus en plus nombreux, souvent liés au **réveil identitaire**. Le nombre de conflits importants dans le monde est passé d'une moyenne de 35 dans les années 1950-1990 à une soixantaine au début du XXIe siècle. Les groupes rebelles financent leurs luttes grâce au **trafic de drogues** : en Amérique latine, en Afrique, en Asie, en Europe (guerres dans l'ex-Yougoslavie, mouvements terroristes en Irlande et en Espagne, par exemple), les

belligérants trouvent les moyens de se doter d'armements sophistiqués.

B. La mobilisation des opinions publiques

1. Médias et citoyens

Le développement des moyens de télécommunication modernes a ouvert la voie à **la mondialisation de l'information**. Un nombre croissant de citoyens apprennent ce qui se passe dans le monde en temps réel. La part accordée par les médias aux différents conflits reflète **l'inégale attention** que leur portent les puissances occidentales : information abondante sur les conflits dans lesquels leurs intérêts stratégiques sont en jeu ; manque d'informations sur les conflits dits « de basse intensité » qui n'engagent que des intérêts locaux. Sur les premiers, les médias peuvent contribuer à une véritable mobilisation des citoyens, comme le montrent par exemple les manifestations d'hostilité à l'intervention américaine en Irak en 2003.

2. Les ONG au service de la société civile

La prise de conscience des opinions publiques a conduit à **la multiplication des organisations non gouvernementales (ONG)** spécialisées dans la **défense des droits de l'homme** (Amnesty International par exemple) ou dans **l'action humanitaire** (Action contre la faim, Médecins sans frontières...). Elles interviennent dans un nombre croissant de conflits. Elles agissent souvent **avec le soutien de l'ONU et des grandes puissances**, au risque de mettre en jeu leur indépendance. En 1999, le **prix Nobel de la paix attribué à Médecins sans frontières** consacre la reconnaissance de leur action.

3. La naissance de l'altermondialisme

L'échec de la mise en place d'un nouvel ordre mondial pacifique et plus équitable a contribué à l'émergence de **l'altermondialisme**. Le mouvement naît à Seattle en 1999 avec des **manifestations contre l'organisation mondiale du commerce**. Il prend forme en 2001 avec **la tenue à Porto Alegre du premier «forum social»**. Au développement économique sans limites, sur le modèle libéral, il oppose le **«développement durable»**, soucieux de préserver les richesses de la planète. Il réactive l'idée selon laquelle **les inégalités économiques et sociales contribuent aux tensions dans le monde**. Dans un univers tout à la fois fragmenté et interdépendant, l'invention de nouveaux moyens de gouvernance est plus que jamais à l'ordre du jour.